

Convention collective

IDCC : **9831** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Var)**

(6 juillet 1972)

(Étendue par arrêté du 31 juillet 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

Avenant n° 123 du 12 mars 2021

NOR : AGRS2197071M

IDCC : 9831

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Var ;
Fédération départementale des CUMA du Var,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SGA CFDT Côte d'azur ;

Union départementale des syndicats FGTA FO du Var ;

Syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC section du Var,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Une augmentation de salaire de 1 % s'appliquera, à l'ensemble de la grille.

Cette augmentation de salaire de 1 % s'appliquera à l'article 6.1 et 10.7 de la convention collective des exploitations et entreprises de la production agricole du Var.

(Voir page suivante.)

Annexe 3 Grilles de salaire

(En euros.)

Ouvriers et employés	N1 E1	N1 E2	N2 E1	N2 E2	N3 E1	N3 E2	N4 E1	N4 E2
Salaire horaire	10,25	10,63	10,79	10,91	11,16	11,27	11,43	11,67
Salaire mensuel (sur la base de 151,67 heures)	1 554,62	1 612,25	1 636,52	1 654,72	1 692,64	1 709,32	1 733,59	1 769,99

(En euros.)

TAM	T. N1 E1	T. N1 E2	T. N2
Salaire horaire	12,91	13,99	15,06
Salaire mensuel (sur la base de 151,67 heures)	1 958,06	2 121,86	2 284,15

(En euros.)

Cadres	N1 E1	N1 E2	N2 E1	N2 E2
Salaire horaire	16,13	19,36	23,66	De gré à gré
Salaire mensuel (sur la base de 151,67 heures)	2 446,44	2 936,33	3 588,51	De gré à gré

Article 2

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

L'ensemble des dispositions de cet accord s'appliquera à l'extension de l'avenant de la manière suivante :

- si l'extension intervient entre le 1^{er} et le 15 du mois, l'avenant s'appliquera le premier jour du mois en cours ;
- si l'extension intervient après le 15 du mois, l'avenant s'appliquera le premier jour du mois civil suivant.

Article 3

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche de la production agricole comprenant très majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessus énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises, répondant ainsi à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Fait à Toulon, le 12 mars 2021.

(Suivent les signatures.)